

Journées Rurales 2018- Ile-de-France-Université de Paris Nanterre

Commission de géographie rurale (CNFG)

UMR LAVUE- UMR LADYSS

26 au 28 septembre 2018

Appel à communications

**La grande exploitation : formes et contours dans un nouvel âge
du capitalisme agricole et des rapports villes-campagnes**

La grande exploitation, du moins dans les études géographiques sur les pays des Nord, ne semble plus aujourd'hui un objet de recherche à interroger. Passé le temps des questionnements sur les formes de la révolution agricole, capital *versus* main d'œuvre, agrandissement des exploitations *versus* petites structures, spécialisation *versus* polyculture-élevage, intégration *versus* activité indépendante, à l'image des thèses des années 80-90 (Renard, 1975 ; Charvet, 1985 ; Diry, 1985 ; Poulot, 1989 ; Margetic, 1994 ; Pierre, 2001), les travaux actuels investissent prioritairement d'autres chantiers d'autant que le bilan de ces dernières décennies souligne les impacts négatifs de ce « chambardement des campagnes » (Braudel). Dans un contexte de remise en cause des bienfondés du productivisme agricole, des scandales sanitaires et des crises agricoles à répétition, d'affirmation du paradigme du développement durable, de transferts de compétences aux acteurs locaux de l'aménagement, les regards se sont tournés vers des agricultures « alternatives », familiales et paysannes définies en négatif de la grande exploitation portée par les politiques agricoles nationales et les grands accords internationaux (PAC et OMC). Avec le retour des terroirs (Delfosse, 1993 ; Ricard, 1993 ; Durbiano, 2008 ; Rieutort, 2009) puis de la proximité (Aubry, 2011 et 2012 ; Darly, 2012 ; Perrin, 2012 et 2015 ; Soulard, 2014 ; Poulot, 2014 ; Rouget, 2016), les études portent prioritairement sur la construction de la qualité, celle des circuits courts, la gouvernance alimentaire et partant sur les petites exploitations qui ont toujours été sur ces créneaux (formes de résistance ?). Les petites agricultures sont ainsi volontiers analysées au prisme des valeurs de la multifonctionnalité - qualité alimentaire, environnementale, rôle pédagogique, etc. -, du ré-ancrage territorial des systèmes alimentaires dans l'optique d'une « repaysannisation » de l'agriculture (Van Der Ploeg, 2014). De surcroît elles ont le mérite de pouvoir être orientées, parfois même produites en partie par les acteurs de l'aménagement que ce soit sur le volet foncier, en termes d'itinéraire technique ou d'opportunités de commercialisation. Nombre de sciences sociales ont ainsi, depuis près d'une trentaine d'années, largement focalisé leur attention sur les petites et moyennes structures, considérées comme *a priori* mieux à même de répondre aux attentes sociales et politiques en matière de durabilité, porteuses d'un nouveau pacte entre l'agriculture et la société (Hervieu, 2011).

Dans ce jeu de balancier qui caractérise la science sociale, notamment la géographie engagée dans son temps – les années 80-90 avaient de la même manière occulté en grande partie les petites structures –, les Journées rurales 2018 souhaitent, non pas seulement faire œuvre iconoclaste (un peu sans doute ...), mais réintroduire la grande exploitation dans le questionnement sur le nouvel âge des rapports villes-campagnes qui s'impose aujourd'hui à l'agenda de la plupart des sciences sociales (Le Caro *et al.*, 2016 ; Berger et Chaléard, 2017). Nous retiendrons au moins quatre arguments pour justifier cette démarche. En premier lieu, la grande exploitation continue de tenir l'essentiel de l'espace agricole et de produire la grande majorité des denrées nécessaires à l'alimentation de la planète : sa connaissance, celle de ses formes et évolutions, est donc absolument nécessaire au regard des enjeux de sécurisation alimentaire de la planète. Aussi, les acteurs du développement (publics et privés, des Nords comme des Suds), des échelons locaux aux organisations internationales, ne peuvent faire l'économie d'un dialogue avec des structures qui tiennent en large partie l'espace agricole en situation périurbaine et rurale pour penser tant la nouvelle ville que la nouvelle campagne, et plus encore de nouveaux rapports villes-campagnes. En second lieu, à la différence des pays des Nords, les analyses sur la grande exploitation dans certains pays des Suds, notamment dans les pays émergents n'ont pas connu de coup d'arrêt dans la recherche. Elles révèlent « un nouveau capitalisme agricole » en train de se construire sur le post-productivisme : c'est l'affirmation de « firmes de production agricole » qui ont intégré la mondialisation (avec imbrications d'échelle tant dans le travail que dans le marché), la financiarisation et la banalisation d'un secteur agricole susceptible d'accueillir des fonds de pensions selon le modèle de la firme industrielle et commerciale (Purseigle, Nguyen et Blanc, 2017) . Les cas argentins, plus largement d'Amérique du Sud, en témoignent de manière exemplaire (Guibert, 2017 ; Bülher, 2017), mais des montages similaires se lisent progressivement en France et dans la plupart des pays (montages sur le foncier ou sur la main d'œuvre pour ne parler que des plus évidents). Nous faisons l'hypothèse qu'il s'agit là d'une des formes du néolibéralisme en agriculture quand une autre est l'installation précaire sur des micro-parcelles en marge de la ville (programme PROXIMA, UPL 2014-2016), ce qui montre bien la nécessité de tenir ensemble toutes les catégories d'exploitation dans nos analyses. En troisième lieu, au vu des éléments précédents, la grande exploitation offre une possibilité de dialogue entre les géographies rurales et agricoles des Nords et des Suds, ce qui reste encore trop peu fréquent tant les écoles se sont construites sur des concepts et des corpus différents : c'est l'un des objectifs forts de ces Journées Rurales de fédérer tous les ruralistes. Enfin, la grande exploitation apparaît comme un moyen d'interroger notre pratique de chercheur : elle renvoie à des questions de temporalité de la recherche au vu des injonctions politiques et économiques notamment ; elle renvoie aussi à la question des signaux faibles, toujours difficiles à détecter.

Les Journées Rurales 2018 souhaitent donc s'interroger sur les enjeux scientifiques et sociétaux autour de la grande exploitation. Il s'agit de réintroduire cette dernière en tant qu'acteur économique de la sécurité alimentaire et de l'aménagement dans ce nouveau temps du capitalisme agricole et des rapports villes-campagnes, de caractériser ses nouveaux contours et ses dynamiques les plus contemporaines, et en contrepoint questionner notre pratique de chercheur et susciter des regards croisés entre chercheurs des Nords et chercheurs des Suds. Nous attendons des propositions de communications sur ces différentes entrées qui ne sont pas exclusives :

- 1- Les contours et les dynamiques de la grande exploitation aujourd'hui : structures d'exploitation ; montages fonciers et statuts juridiques (dont dissociation des actifs agricoles des autres activités menées sur l'exploitation : commerciales, etc. ; formes associatives) ; montages autour de la main d'œuvre ; proximité, filiation et éloignement avec les agricultures familiales
- 2- La grande exploitation, acteur économique de la sécurité alimentaire et de l'aménagement dans les nouvelles relations villes-campagnes : diversification et trajectoires d'exploitation ; grande exploitation et agriculture urbaine ; grande exploitation et transition écologique... La grande exploitation dans la métropolisation saisie par le paradigme de la durabilité.
- 3- Une lecture géostratégique, géoéconomique de la grande exploitation : l'internationalisation des marchés et l'alimentaire ; la grande exploitation et les appropriations foncières ; la grande exploitation comme maillon des systèmes alimentaires territoriaux ; les réorganisations territoriales au prisme de la grande exploitation ; les politiques agricoles aux différentes échelles.
- 4- La grande exploitation : regards croisés Nord-Sud
- 5- Les sciences sociales et la grande exploitation : posture de recherche et de chercheur face aux demandes sociales et aux injonctions politiques.

Les propositions sont attendues pour le 20 juin. Elles seront transmises à : mpoulotmoreau@parisnanterre.fr ; nicolas.rouget@univ-valenciennes.fr

Elles seront présentées en fichier pdf sur une feuille A4 recto-verso. Au recto figurent le titre de la communication, et la thématique de rattachement ainsi que pour chaque auteur ou co-auteur, ses noms, prénoms, titres universitaires, position actuelle et institutions d'exercice et son e-mail. Au verso sera à nouveau indiqué le titre dans la langue de la proposition, et celle-ci sera résumée en caractère 12 en précisant obligatoirement la problématique, la méthodologie (y compris le ou les terrains retenus pour les approches empiriques) et les principaux résultats qui seront soumis à discussion. 3 ou 4 mots-clefs complèteront la proposition. Les éléments de la proposition (recto comme verso) seront susceptibles d'échanges entre tous les membres du comité scientifique et ne doivent donc pas avoir un caractère confidentiel.

Les auteurs seront prévenus de la sélection de leur proposition le 14 juillet 2018, et devront remettre un long résumé, au 15 septembre 2018 au plus tard, pour une diffusion des actes (numérique ou papier, sans ISBN) dès avant le colloque, ceci afin de faciliter les discussions en séance.

Le colloque se déroulera sur deux jours et une journée sera consacrée à la grande exploitation sur les terrains franciliens.

Comité d'organisation :

Claire Aragau, Université Paris Nanterre

Alexis Gonin, Université Paris Nanterre

Monique Poulot, Université Paris Nanterre
Ségolène Darly, Université Paris 8
Johan Millian, Université Paris 8
Sophie Lignon Darmaillac, Université Paris Sorbonne
Xavier Guiomar, AgroParisTech
Nicolas Rouget, Université de Valenciennes

Comité scientifique :

Claire Aragau, Université Paris Nanterre
Alexis Gonin, Université Paris Nanterre
Monique Poulot, Université Paris Nanterre
Ségolène Darly, Université Paris 8
François Legouy, Université Paris 8
Johan Millian, Université Paris 8
Xavier Guiomar, AgroParisTech
Sophie Lignon Darmaillac, Université Paris Sorbonne
Geraud Magrin, Université de Paris 1
Martine Guibert, Université Toulouse
Sylvain Racaud, Université de Toulouse
Christine Margetic, Université de Nantes
Anne Fournier, Université de Valenciennes
Nicolas Rouget, Université de Valenciennes
Eve-Anne Bülher, Université Fédérale de Rio de Janeiro